



Namur, le 26 novembre 2009

Un autre fret est possible !

La Fédération Inter-Environnement Wallonie appelle les pouvoirs publics à soutenir B-Cargo

La Fédération Inter-Environnement Wallonie vient d'adresser aux ministres et députés régionaux et fédéraux concernés par le dossier B-Cargo un courrier les appelant à soutenir la division fret de la SNCB. Pour la fédération environnementale, les enjeux de ce dossier dépassent largement le cadre de la société ferroviaire et il est dès lors indispensable d'élargir le débat.

Pour Inter-Environnement Wallonie, rendre pérenne l'activité trafic marchandises de la SNCB – et, par-delà, le fret ferroviaire – constitue un objectif sociétal majeur qui nécessite une attitude pro-active ne négligeant aucun champ de l'action publique.

Des débats parlementaires des derniers mois, il ressort que le Gouvernement fédéral n'envisageait pas d'intervenir dans le dossier B-Cargo (sauf à des fins d'apaisement des tensions sociales) et laissait à la direction de l'entreprise la responsabilité d'en définir les orientations futures. Malheureusement, les options privilégiées par le management de B-Cargo portent exclusivement – et c'est somme toute compréhensible – sur des facteurs endogènes et s'articulent autour de deux axes : compression des coûts de personnel et d'entretien ; filialisation, prémisse de la privatisation.

Pour la Fédération Inter-Environnement Wallonie, les pouvoirs publics doivent impérativement se saisir du dossier afin d'assurer l'avenir et le développement du fret ferroviaire. En 1970, moins de la moitié des prestations fret en Belgique (mesurées en t.km¹) étaient assurées par la route ; depuis une dizaine d'année, alors que les prestations totales (tous modes confondus) ont été multipliés par plus de deux, la part du routier est plus ou moins stabilisée à 75%, la voie d'eau et le rail se partageant en part à peu près égales les 25 % restants. Dans ce contexte, ne pas abandonner le fret ferroviaire, c'est le subsidier et mettre en place les conditions de son succès.

Un tel discours apparaît politiquement incorrect dans l'esprit du « tout au marché » insufflé par la Commission européenne mais s'avère profondément responsable au regard des enjeux sociétaux et environnementaux. A la solution préconisée par la direction de B-Cargo, il faut préférer un énergique pilotage public mettant en œuvre, en bonne synergie, tous les niveaux de compétences (fédéral et régional) et tous les champs d'action (transport, aménagement du territoire...).

Enfin, les autorités ne peuvent pas faire l'économie d'une action forte au niveau européen. Pour mettre en place les conditions d'un réel renouveau du fret ferroviaire, Il est aujourd'hui indispensable de porter au niveau européen un message fort : les conditions imposées au secteur dans le cadre de sa libéralisation ne lui permettent pas de se redéployer efficacement. Il faut donc revenir sur ces décisions et rendre possible le soutien public (y compris financier). C'est une question d'utilité publique.

En annexe : Le dossier réalisé par la Fédération sur le sujet et transmis aux politiques.

Contacts :

Pierre Titeux, Attaché de presse : 081.255.284 – 0479.497.656

Pierre Courbe, Chargé de mission Mobilité : 081.255.260 – 0477.495.434

¹ La tonne.kilomètre (t.km) est une unité de mesure des volumes transportés correspondant au déplacement d'une tonne sur une distance d'un kilomètre. Ainsi, un camion transportant une charge de 20 t sur une distance de 50 km accomplit une prestation de 20 X 50 = 1000 t.km

